

1975

Au bas de l'échelle (fondé en 1975)

À la défense des droits des personnes non syndiquées

Par Josée Boileau

In Ces femmes qui ont bâti Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1992 : 453-454.

Deux ans ont suffi au groupe Au bas de l'échelle (ABE) pour se tailler une solide réputation. Les personnes non syndiquées, ces éternelles oubliées du monde du travail, ont maintenant un lieu où la défense de leurs droits est à l'ordre du jour. Et les travailleuses montréalaises y trouvent leur compte puisque que ce sont leurs difficultés en particulier qui ont inspiré les fondatri-ces.

Confrontées chaque jour aux problèmes vécus par les non-syndiquées, Gail Young, Marilyn Rowell et Linda Davis, travailleuses sociales du Centre des services sociaux Ville-Marie, veulent profiter de l'Année internatio-nale de la femme en 1975 pour aider les femmes au travail; à l'époque, rien n'existe au Québec pour les protéger, la Charte québécoise des droits et libertés est encore loin.

Elles créent d'abord trois associations, celle des employées de bureau, celle des employés-es au salaire minimum et celle du personnel domestique, qui, réunies, forment Au bas de l'échelle. Le groupe se veut mixte mais avec une orientation résolument féministe. Son assemblée de fondation fut donc à forte concentration féminine, et les femmes composent encore aujourd'hui la majorité de son membership.

Très vite, les fondatrices s'éclipsent pour laisser la place aux travailleu-ses. L'une d'elles, Jody Freeman, ne tarde pas à devenir l'âme du groupe naissant. Elle a participé à l'assemblée de fondation d'ABE, s'y est engagée aussitôt et est finalement embauchée comme permanente. Elle travaillera à Au bas de l'échelle pendant dix ans. Sa conscience politi-q-ue aiguë a permis au groupe de dépasser le stade de l'aide individuel-le pour considérer les problèmes des non-syndiqués-es de façon globale.

Durant cette période, ABE se fait largement connaître. Chacune des associations entreprend la lutte sur plusieurs fronts : enrayer la discrimination dans les agences de placement de personnel de bureau, inciter les gens de la restauration à réclamer le salaire minimum, faire campagne pour que soit haussé le salaire minimum, s'assurer de l'égalité des chances et des salaires entre les hommes et les femmes... Les moyens sont modestes mais des documents sont préparés, des conférences de presse ont lieu et des travailleuses lésées ont gain de cause.

En 1978, les Associations des employés-es de bureau et au salaire minimum se jumellent alors que l'Association du personnel domestique devient un groupe autonome. Au bas de l'échelle a trouvé sa forme définitiv-e.

Le premier prix reçu en 1977 et décerné par le «Y» des femmes de Montréal sera suivi d'autres prix, et la crédibilité du groupe va grandissant auprès d'un large public : ceux et celles qui contactent Au bas de l'échelle à cause d'un congédiement, d'un congé de maternité non respecté ou pour réclamer un salaire non versé; ceux et celles qui consultent la brochure sur les droits des personnes non syndiquées publiée depuis 1981; ceux et celles qui assistent aux sessions d'information données dans les Centres d'orientation et de formation pour les immigrants (COFI), les écoles et divers organismes montréalais depuis 1979.

Les syndicats et le gouvernement apprennent aussi à connaître ABE. Par des lettres ouvertes dans les journaux, en participant aux commissions parlementaires, le groupe fait valoir ses revendications visant à améliorer les conditions de travail et à protéger les non-syndiqués-es, tout en prônant la syndicalisation multipatronale. Associé à d'autres groupes au sein du Front de défense des non-syndiqués-es, coalition qu'il a fondée en 1977, Au bas de l'échelle obtient ainsi une hausse du salaire minimum et des améliorations à la Loi sur les normes du travail.

Bien des luttes du début restent encore pertinentes : davantage de protection pour les travailleuses enceintes, le respect du préavis en cas de congédiement, le droit de refuser le temps supplémentaire, l'attention particulière à accorder à la main-d'œuvre immigrante si souvent exploitée, et l'indexation annuelle du salaire minimum qu'il faudrait bien garantir. De plus, la récession des années 1990 est venue grossir les rangs des Montréalais et Montréalaises qui ont besoin d'aide; de ses bureaux de la rue Drolet, adossé au marché Jean-Talon, Au bas de l'échelle n'a pas fini de répondre à toutes ces demandes...